



le 10/03/2025

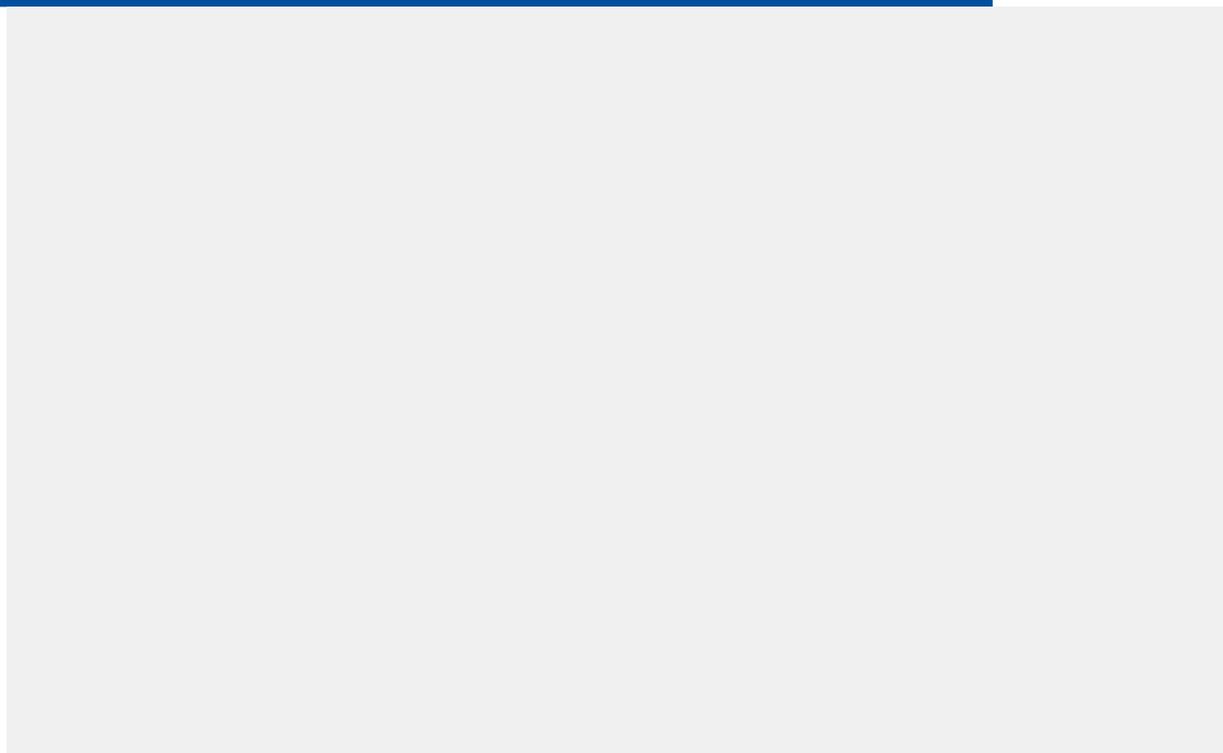


ALLOGA France

40 Boulevard de Dunkerque

13002 Marseille

Comptes au 30/09/2024



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat	4

Annexes

Principes règles et méthodes comptables	7
Faits marquants et notes sur les états financiers	12
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Charges à payer	18
Produits à recevoir	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Ventilation du chiffre d'affaires	21
Eléments sur les postes des entreprises liées	22
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Variation des capitaux propres	25
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	26
Composition du capital social	27
Effectif moyen	28
Engagements hors bilan	29

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2024	30/09/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 690 389	1 676 939	13 450	
Fonds commercial	51 833		51 833	51 833
Autres immobilisations incorporelles	2 858 351	2 738 216	120 135	40 141
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 877 748	1 053 678	1 824 071	1 865 436
Constructions	15 682 152	11 639 178	4 042 974	4 622 019
Installations techniques, matériel, outillage	13 483 079	7 244 816	6 238 263	6 300 221
Autres immobilisations corporelles	12 248 429	6 141 589	6 106 840	4 966 794
Immobilisations en cours	3 799 598		3 799 598	3 342 451
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 491 597		1 491 597	1 416 709
ACTIF IMMOBILISE	54 183 175	30 494 416	23 688 760	22 605 604
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	496 216	843	495 373	716 770
Avances et acomptes versés sur commandes	104 014		104 014	98 082
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	36 669 050	176 444	36 492 607	30 270 412
Autres créances	439 138 156	434 944	438 703 212	331 807 932
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	60 336 908		60 336 908	59 933 045
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 102 891		3 102 891	3 098 030
ACTIF CIRCULANT	539 847 236	612 231	539 235 005	425 924 272
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	594 030 412	31 106 646	562 923 765	448 529 876

Rubriques		30/09/2024	30/09/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 5 000 000)		5 000 000	5 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 729 161	9 729 161
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		121 728	121 728
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)			
Report à nouveau		19 434 800	8 732 192
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		9 276 468	10 702 608
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	CAPITAUX PROPRES	43 562 157	34 285 690
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
	AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		348 349	428 349
Provisions pour charges		7 570 141	8 082 263
	PROVISIONS	7 918 490	8 510 612
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		24 543 939	21 738 117
Dettes fiscales et sociales		20 747 553	16 207 042
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		466 052 538	367 689 327
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		99 088	99 088
	DETTES	511 443 119	405 733 574
Ecarts de conversion passif			
	TOTAL GENERAL	562 923 765	448 529 876

Rubriques	France	Exportation	30/09/2024	30/09/2023
Ventes de marchandises	2 868 935		2 868 935	2 681 600
Production vendue de biens				
Production vendue de services	133 885 423	17 372 234	151 257 657	139 007 440
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	136 754 358	17 372 234	154 126 592	141 689 040
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 283 400	2 204 037
Autres produits			19 121 072	6 250 751
PRODUITS D'EXPLOITATION			174 531 064	150 143 829
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 577 860	2 706 072
Variation de stock (marchandises)			221 397	-60 000
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			105 421 146	98 115 677
Impôts, taxes et versements assimilés			14 920 385	2 927 164
Salaires et traitements			24 076 661	21 914 027
Charges sociales			10 028 084	8 951 640
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			3 156 860	2 771 729
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			505 893	191 675
Dotations aux provisions			249 979	245 000
Autres charges			506 145	356 570
CHARGES D'EXPLOITATION			161 664 410	138 119 555
RESULTAT D'EXPLOITATION			12 866 654	12 024 274
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			994 969	456 067
Autres intérêts et produits assimilés			6 251	5 571
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 001 221	461 638
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			5 182	254
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 182	254
RESULTAT FINANCIER			996 039	461 384
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			13 862 692	12 485 657

Rubriques	30/09/2024	30/09/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		4 230
PRODUITS EXCEPTIONNELS		4 230
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 486	7 303
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 423
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 486	8 727
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 486	-4 496
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 457 944	481 260
Impôts sur les bénéfices	3 122 795	1 297 293
TOTAL DES PRODUITS	175 532 285	150 609 696
TOTAL DES CHARGES	166 255 817	139 907 088
BENEFICE OU PERTE	9 276 468	10 702 608

Annexes

Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Compte tenu du contexte économique et financier à fin septembre 2024, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,

Actifs immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires),
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

La mali technique n'est plus comptabilisé en totalité dans le fonds commercial mais en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG).

La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- Droit au bail,
- Fonds commercial,
- Autres actifs incorporels.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable,
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique,
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité),
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Marques

Les marques non amortissables font l'objet, au moins une fois par an, de tests de perte de valeur selon la méthode d'évaluation utilisée lors de l'acquisition ; cela peut engendrer une constatation de dépréciation. Les frais et dépôts de marque sont comptabilisés en charges.

Logiciels

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des logiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 7 ans. Les mesures fiscales dérogatoires, permettant un amortissement accéléré de ces logiciels, peuvent être appliquées.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable. Le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture. Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Durée
Constructions et aménagement des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	6 à 7 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Autres Immobilisations Financières

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale, ces éléments sont dépréciés le cas échéant par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle à date de clôture.

Stocks

La valorisation du stock a été réalisée comme pour les exercices précédents au dernier prix d'achat connu. Compte-tenu de la rotation du stock, cette méthode ne fait pas apparaître de distorsions significatives avec la méthode de valorisation "FIFO".

La provision pour dépréciation est calculée produit par produit en fonction du délai d'écoulement prévu et des retraits de marché programmés ou enregistrés. Les produits dont le solde de vie est entamé (180 jours avant la date de péremption) ainsi que les produits périmés sont dépréciés à 100%.

Clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrecouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Débiteurs et créditeurs divers

En tant que dépositaire pharmaceutique la société assure au nom et pour le compte de certains laboratoires clients une activité de facturation et encaissement complémentaire à l'activité de distribution auprès de leur clientèle (pharmacies, hôpitaux, grossistes répartiteurs).

Les créances auprès de ces clientèles sont enregistrées dans les débiteurs divers. Le cas échéant, lorsqu'Alloga France SAS est responsable en fin de recouvrement de ces créances, les créances auprès de ces clientèles sont dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement, par voie de provision. Les dettes correspondantes envers les laboratoires sont enregistrées dans les créditeurs divers.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une part significative des encaissements est gérée au nom et pour le compte des laboratoires pharmaceutiques. Le poste disponibilités comprend donc des montants dont l'usage par la société est limité et dont le montant peut varier de manière significative au cours du mois et dont la situation en fin de mois n'est pas représentative de la situation de trésorerie réelle de l'activité.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Activité et reconnaissance des revenus

En tant que dépositaire pharmaceutique la société assure au nom et pour le compte de certains laboratoires clients une activité de facturation et encaissement complémentaire à l'activité de distribution auprès de leur clientèle (pharmacies, hôpitaux, grossistes répartiteurs)

La société reconnaît le chiffre d'affaires au moment où la prestation pour compte est réalisée pour un montant hors taxes.

Les escomptes de règlement dans le cadre de l'activité facturation au nom et pour le compte des laboratoires, éventuellement accordés sont enregistrées en charges financières en « intérêts et charges assimilées ».

La société gère les stocks pour le compte des laboratoires. Les écarts de stock excédant le taux autorisé contractuellement avec les laboratoires et restant à la charge de la société sont provisionnés en charges à payer. Cette provision est enregistrée sur la ligne « autres dettes » du bilan et sur la ligne « autres charges d'exploitation » du compte de résultat.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont couverts par un fonds d'assurance et par la provision pour charge Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite du versement d'une indemnité telle que définie dans la convention collective.

Les calculs de provision sont effectués salarié par salarié en application de la méthode actuarielle dite prospective. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses économiques :

- taux d'actualisation : 3.40 %
- taux de rendement attendu (long terme) des actifs 3,00 %
- taux de croissance des salaires : 2.20%
- taux d'inflation à long terme : 1.95%

Hypothèses démographiques :

- table de mortalité INSSE TH/TF 2017-2019
- taux de turnover calculé par tranche d'âge et basé sur l'historique
- âge de départ à la retraite : départ volontaire à 64 ans pour les non-cadres et 66 ans pour les cadres (âge de départ retardé d'un an suite à la réforme des retraites adoptée le 14 avril 2023)

-

Faits marquants

Néant

Changement de méthodes comptables

Néant

Notes sur le bilan

Bilan :

Le capital est entièrement libéré.

La société ne détient pas d'actions propres.

Les produits constatés d'avance sont à moins d'un an et s'établissent à 99 K€

Les charges constatées d'avances sont à moins d'un an, s'établissent à 3 103 K€ et sont majoritairement constituées de loyers et packaging.

Actif immobilisé :

Les immobilisations incorporelles sont constituées de la marque, de la clientèle et des logiciels. Les immobilisations corporelles sont constituées des constructions et installations du site d'Amiens, des aménagements opérés sur le site de Meung sur Loire, d'outillages, de matériel informatique et de mobilier.

Les immobilisations en cours sont principalement composées d'installations et aménagements divers ainsi que le matériel informatique.

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements.

Etat des créances :

Les créances sont principalement à moins d'un an à l'exception des immobilisations financières, qui comprennent les dépôts et cautionnement.

Les créances clients et comptes rattachés s'élèvent à 36 669 K€ dont 1990 K€ de factures clients groupe.

Les débiteurs divers pour 402 062K€ sont principalement constitués des créances résultant de la facturation réalisée par Alloga pour le compte des laboratoires clients.

Capital social :

La société est depuis le 1^{er} juin 2021 filiale indirecte de la société Cencora Incorporated (anciennement AmerisourceBergen Corporation), société de droit américain.

Les comptes sont consolidés par Cencora Incorporated, 1 West First Avenue, Conshohocken PA 19428, USA.

Provisions :

Au 30/09/2024, une provision de 50 K€ est conservée pour couvrir les coûts de départ devant intervenir dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi, destiné à accompagner la fermeture du site de Blois. Le solde des provisions pour risques, qui s'établit à 348 K€ concerne des litiges en cours.

Etat des dettes :

Les fournisseurs et comptes rattachés qui totalisent 24 544 K€ incluent 3 656 K€ de dettes fournisseurs vis-à-vis du groupe ainsi que des factures non parvenues pour 16 495 K€, dont 405 K€ relatives au groupe.

Les éléments relatifs à la TVA sont constitués de la TVA collectée.

Notes sur le compte de résultat

Les produits et charges d'exploitation ne comprennent pas de produits ou charges relatifs à des exercices antérieurs.

Les charges de loyers ne comprennent pas de redevance de crédit-bail mobilier ou immobilier.

Le résultat financier positif de 996 K€ est principalement constitué des revenus des fonds placés au sein du cash-pool groupe.

Eléments concernant les entreprises liées

Les créances clients et comptes rattachés totalisent 1985 K€

Les autres créances d'un montant de 30 723 K€ sont constituées dans avances consenties à Alliance Healthcare France dans le cadre des accords de cash pooling.

Les dettes vis-à-vis de sociétés du groupe totalisent 5 482 K€ et sont constituées de dettes fournisseurs pour 3 656 K€ de dette d'impôts envers AHGF société mère du groupe d'intégration fiscale pour 1 826 K€.

Evénements post-clôture

Absence d'événement intervenu après le 30 septembre, qui serait susceptible de remettre en cause les hypothèses retenues pour procéder à l'établissement des états financiers, ou d'avoir une incidence matérielle sur leur présentation.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 379 505		221 067
Terrains	2 877 748		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	9 780 290		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 901 862		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	12 447 146		1 035 933
Installations générales, agenc., aménag.	5 270 294		1 477 818
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 527 154		973 163
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	3 342 451		477 344
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	44 146 945		3 964 258
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 416 709		74 887
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 416 709		74 887
TOTAL GENERAL	49 943 160		4 260 212

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 600 573	
Terrains			2 877 748	
Constructions sur sol propre			9 780 290	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			5 901 862	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		1	13 483 079	
Installations générales, agencements divers			6 748 112	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			5 500 317	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		20 197	3 799 598	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		20 197	48 091 006	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 491 597	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 491 597	
TOTAL GENERAL		20 197	54 183 175	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 287 532	127 623		4 415 155
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 287 532	127 623		4 415 155
Terrains	1 012 312	41 366		1 053 678
Constructions sur sol propre	6 234 745	347 613		6 582 358
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 825 388	231 433		5 056 821
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 146 925	1 097 890	-1	7 244 816
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 180 697	704 323		2 885 019
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 649 958	606 612		3 256 570
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 050 024	3 029 237		26 079 261
TOTAL GENERAL	27 337 556	3 156 860		30 494 416

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	7 406 197	114 017		7 520 214
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	1 104 415	170 000	876 140	398 276
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 510 612	284 017	876 140	7 918 490
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	843			843
Dépréciations comptes clients	235 857	333 007	392 420	176 444
Autres dépréciations	308 469	146 608	20 132	434 944
DEPRECIATIONS	545 169	479 615	412 553	612 231
TOTAL GENERAL	9 055 781	763 632	1 288 692	8 530 720
Dotations et reprises d'exploitation		763 632	1 288 692	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			1 491 597
Autres immobilisations financières	1 491 597		
Clients douteux ou litigieux	412 300	412 300	
Autres créances clients	36 256 750	36 256 750	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 297	10 297	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	44 933	44 933	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 960 376	7 960 376	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	163 711	163 711	
Groupe et associés	28 897 506	28 897 506	
Débiteurs divers	402 061 333	402 061 333	
Charges constatées d'avance	3 102 891	3 102 891	
TOTAL GENERAL	480 401 694	478 910 098	1 491 597
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	24 543 939	24 543 939		
Personnel et comptes rattachés	5 632 768	5 632 768		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 266 398	3 266 398		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 823 217	10 823 217		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 025 169	1 025 169		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	466 052 538	466 052 538		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	99 088	99 088		
TOTAL GENERAL	511 443 119	511 443 119		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
4081000	FOURNISSEURS FACT NON PARVEN	15 092 712	12 588 938	2 503 773
4081600	ACHAT MM FACTURES NON PARVENUES	997 891	1 116 259	-118 368
4085000	FOURN FACT NON PARVEN STE Liées	404 892	1 205 939	-801 048
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		16 495 494	14 911 137	1 584 358
AUTRES DETTES				
4198020	CLIENTS AVOIR A ETABLIR Iet	1 128 808	561 851	566 957
4686000	CHARGES A PAYER	1 464 000	1 558 914	-94 914
TOTAL AUTRES DETTES		2 592 808	2 120 765	472 043
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4281000	PROV.SALAIRES A PAYER	25 247	4 498	20 748
4282000	PROVISIONS DETTE CONGES PAYES CET	1 852 028	1 683 525	168 504
4282100	PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	177 867	150 530	27 337
4284001	PROVISION DETTE PART SALAIRES	1 473 601	481 260	992 341
4284002	PROVISION DETTE INTERESSEMENT SALAR	309 427	368 097	-58 670
4286000	AUTRES CHARGES A PAYER	1 715 349	1 409 321	306 028
4381000	CHARGES A PAYER	267 735	198 452	69 283
4381001	PROVISIONS Charges Participation Sal	291 589	96 252	195 337
4381002	PROVISION Charges interressement sal	60 741	73 619	-12 878
4382000	CHARGES A PAYER SI/CONGES PAYES	867 114	886 143	-19 030
4382100	PROV CHG/ PROV. CET	78 795	75 265	3 530
4386000	PROV CHG/ PROV. PRIMES DIVERSES	11 184	2 249	8 935
4386200	PROV CHG/PROV. 13EME MOIS	399 883	398 792	1 092
4486120	TAXE APPRENTISSAGE	46 382	41 707	4 675
4486130	EFFORT CONSTRUCTION	166 650	65 625	101 025
4486140	PROV CVAE/CFE	373 163	443 722	-70 559
4486150	PROV TAXE FONCIERE	212 409	423 521	-211 112
4486160	PROV TVS	10 980	12 101	-1 121
4486170	PROV TAXE HANDICAPEE	13 928	13 928	
4486180	PROV C3S	135 515	119 527	15 988
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		8 489 588	6 948 135	1 541 453
TOTAL CHARGES A PAYER		27 577 890	23 980 036	3 597 854

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	CLIENTS FACT A ETAB	20 557,00		20 557,00
4181010	FACT A ETABLIR SITUATION-BILAN	14 136 524,81	11 949 624,15	2 186 900,66
4185000	CLIENTS FACT A ETABLIR Ste Liés	430 160,92	268 334,76	161 826,16
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		14 587 242,73	12 217 958,91	2 369 283,82
AUTRES CREANCES				
4098000	FOURNISSEURS Avoir à Obtenir	602 275,79	2 289 816,00	-1 687 540,21
TOTAL AUTRES CREANCES		602 275,79	2 289 816,00	-1 687 540,21
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		15 189 518,52	14 507 774,91	681 743,61

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 882 633	2 127 468	(244 835)
4865000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE Packag	1 220 258	970 561	249 697
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 102 891	3 098 030	4 862
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(99 088)	(99 088)	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		(99 088)	(99 088)	

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		1 990 445
Autres créances		30 723 008
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-3 656 469
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		-1 825 502
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers		994 969
Charges financières		

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	13 862 693	3 122 795	10 739 898
Résultat exceptionnel à court terme	-5 486		-5 486
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés		1 457 944	-1 457 944
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	13 857 207	4 580 739	9 276 468

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu	
La société ALLOGA FRANCE est consolidée dans les comptes de la société :	INC.	En KUSE	5 847 526	100,00 %
CENCORA Incorporated				
1 West First Avenue, Conshohocken PA 19428, USA				
Société de droit américain				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		34 285 689	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		34 285 689	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			
Résultat de l'exercice			9 276 468
	SOLDE		9 276 468
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			43 562 157

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	19 434 800
Résultat de l'exercice	9 276 468
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	28 711 268

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	28 711 268
TOTAL	28 711 268

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	5 000 000			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Cautions données
30/09/2024

Benéficaire	Guarant	Montant EUR	Date octroi
Alloga			
Comptable public des douanes	LCL	7 200,00	27/09/2019

ALLOGA FRANCE

Société par actions simplifiée

40 BOULEVARD DE DUNKERQUE

13002 MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

ALLOGA FRANCE

Société par actions simplifiée

40 BOULEVARD DE DUNKERQUE

13002 MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

À l'Associé unique de la société ALLOGA FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALLOGA FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : nous n'avons pas été en mesure de rapprocher le montant des factures émises et reçues non réglées à la date de clôture de

l'exercice dont le terme est échu avec la comptabilité et n'émettons par conséquent pas d'opinion sur cette section du rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie

significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 janvier 2025

Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



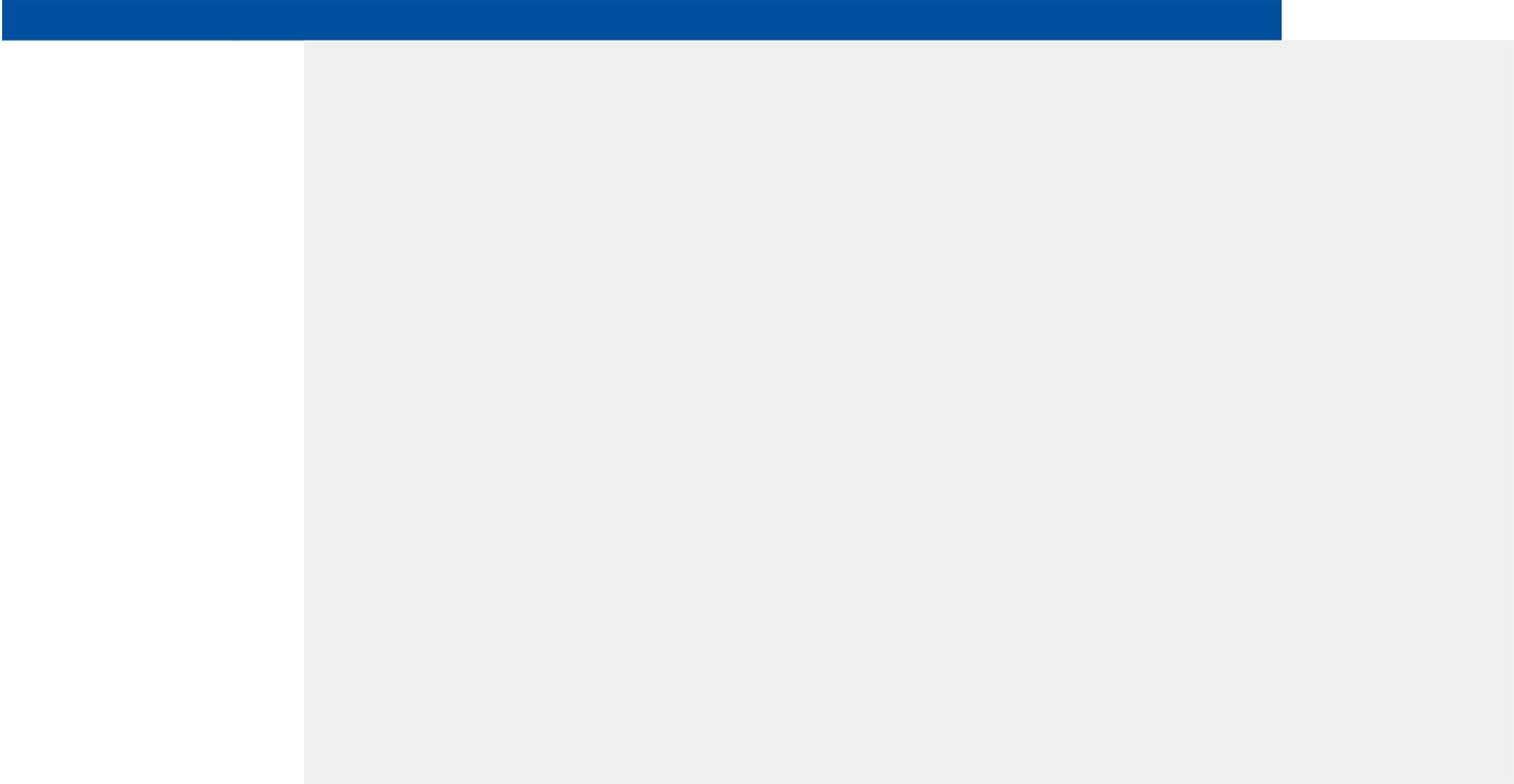
Stéphane RIMBEUF

ALLOGA France

40 Boulevard de Dunkerque

13002 Marseille

Comptes au 30/09/2024



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat	4

Annexes

Principes règles et méthodes comptables	7
Faits marquants et notes sur les états financiers	12
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Charges à payer	18
Produits à recevoir	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Ventilation du chiffre d'affaires	21
Eléments sur les postes des entreprises liées	22
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Variation des capitaux propres	25
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	26
Composition du capital social	27
Effectif moyen	28
Engagements hors bilan	29

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2024	30/09/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 690 389	1 676 939	13 450	
Fonds commercial	51 833		51 833	51 833
Autres immobilisations incorporelles	2 858 351	2 738 216	120 135	40 141
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 877 748	1 053 678	1 824 071	1 865 436
Constructions	15 682 152	11 639 178	4 042 974	4 622 019
Installations techniques, matériel, outillage	13 483 079	7 244 816	6 238 263	6 300 221
Autres immobilisations corporelles	12 248 429	6 141 589	6 106 840	4 966 794
Immobilisations en cours	3 799 598		3 799 598	3 342 451
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 491 597		1 491 597	1 416 709
ACTIF IMMOBILISE	54 183 175	30 494 416	23 688 760	22 605 604
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	496 216	843	495 373	716 770
Avances et acomptes versés sur commandes	104 014		104 014	98 082
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	36 669 050	176 444	36 492 607	30 270 412
Autres créances	439 138 156	434 944	438 703 212	331 807 932
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	60 336 908		60 336 908	59 933 045
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 102 891		3 102 891	3 098 030
ACTIF CIRCULANT	539 847 236	612 231	539 235 005	425 924 272
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	594 030 412	31 106 646	562 923 765	448 529 876

Rubriques		30/09/2024	30/09/2023
Capital social ou individuel	(dont versé : 5 000 000)	5 000 000	5 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 729 161	9 729 161
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		121 728	121 728
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		19 434 800	8 732 192
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		9 276 468	10 702 608
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		43 562 157	34 285 690
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		348 349	428 349
Provisions pour charges		7 570 141	8 082 263
PROVISIONS		7 918 490	8 510 612
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		24 543 939	21 738 117
Dettes fiscales et sociales		20 747 553	16 207 042
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		466 052 538	367 689 327
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		99 088	99 088
DETTES		511 443 119	405 733 574
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		562 923 765	448 529 876

Rubriques	France	Exportation	30/09/2024	30/09/2023
Ventes de marchandises	2 868 935		2 868 935	2 681 600
Production vendue de biens				
Production vendue de services	133 885 423	17 372 234	151 257 657	139 007 440
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	136 754 358	17 372 234	154 126 592	141 689 040
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 283 400	2 204 037
Autres produits			19 121 072	6 250 751
PRODUITS D'EXPLOITATION			174 531 064	150 143 829
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 577 860	2 706 072
Variation de stock (marchandises)			221 397	-60 000
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			105 421 146	98 115 677
Impôts, taxes et versements assimilés			14 920 385	2 927 164
Salaires et traitements			24 076 661	21 914 027
Charges sociales			10 028 084	8 951 640
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			3 156 860	2 771 729
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			505 893	191 675
Dotations aux provisions			249 979	245 000
Autres charges			506 145	356 570
CHARGES D'EXPLOITATION			161 664 410	138 119 555
RESULTAT D'EXPLOITATION			12 866 654	12 024 274
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			994 969	456 067
Autres intérêts et produits assimilés			6 251	5 571
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 001 221	461 638
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			5 182	254
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 182	254
RESULTAT FINANCIER			996 039	461 384
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			13 862 692	12 485 657

Rubriques	30/09/2024	30/09/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		4 230
PRODUITS EXCEPTIONNELS		4 230
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 486	7 303
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 423
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 486	8 727
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 486	-4 496
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 457 944	481 260
Impôts sur les bénéfices	3 122 795	1 297 293
TOTAL DES PRODUITS	175 532 285	150 609 696
TOTAL DES CHARGES	166 255 817	139 907 088
BENEFICE OU PERTE	9 276 468	10 702 608

Annexes

Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Compte tenu du contexte économique et financier à fin septembre 2024, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,

Actifs immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires),
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

La mali technique n'est plus comptabilisé en totalité dans le fonds commercial mais en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières selon les actifs auxquels il est affecté. Il suit les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

Les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG).

La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- Droit au bail,
- Fonds commercial,
- Autres actifs incorporels.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable,
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique,
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité),
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Marques

Les marques non amortissables font l'objet, au moins une fois par an, de tests de perte de valeur selon la méthode d'évaluation utilisée lors de l'acquisition ; cela peut engendrer une constatation de dépréciation. Les frais et dépôts de marque sont comptabilisés en charges.

Logiciels

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des logiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 7 ans. Les mesures fiscales dérogatoires, permettant un amortissement accéléré de ces logiciels, peuvent être appliquées.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.

Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable. Le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture. Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Durée
Constructions et aménagement des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	6 à 7 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Autres Immobilisations Financières

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale, ces éléments sont dépréciés le cas échéant par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle à date de clôture.

Stocks

La valorisation du stock a été réalisée comme pour les exercices précédents au dernier prix d'achat connu. Compte-tenu de la rotation du stock, cette méthode ne fait pas apparaître de distorsions significatives avec la méthode de valorisation "FIFO".

La provision pour dépréciation est calculée produit par produit en fonction du délai d'écoulement prévu et des retraits de marché programmés ou enregistrés. Les produits dont le solde de vie est entamé (180 jours avant la date de péremption) ainsi que les produits périmés sont dépréciés à 100%.

Clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrecouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Débiteurs et créditeurs divers

En tant que dépositaire pharmaceutique la société assure au nom et pour le compte de certains laboratoires clients une activité de facturation et encaissement complémentaire à l'activité de distribution auprès de leur clientèle (pharmacies, hôpitaux, grossistes répartiteurs).

Les créances auprès de ces clientèles sont enregistrées dans les débiteurs divers. Le cas échéant, lorsqu'Alloga France SAS est responsable en fin de recouvrement de ces créances, les créances auprès de ces clientèles sont dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement, par voie de provision. Les dettes correspondantes envers les laboratoires sont enregistrées dans les créditeurs divers.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une part significative des encaissements est gérée au nom et pour le compte des laboratoires pharmaceutiques. Le poste disponibilités comprend donc des montants dont l'usage par la société est limité et dont le montant peut varier de manière significative au cours du mois et dont la situation en fin de mois n'est pas représentative de la situation de trésorerie réelle de l'activité.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000- 06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Activité et reconnaissance des revenus

En tant que dépositaire pharmaceutique la société assure au nom et pour le compte de certains laboratoires clients une activité de facturation et encaissement complémentaire à l'activité de distribution auprès de leur clientèle (pharmacies, hôpitaux, grossistes répartiteurs)

La société reconnaît le chiffre d'affaires au moment où la prestation pour compte est réalisée pour un montant hors taxes.

Les escomptes de règlement dans le cadre de l'activité facturation au nom et pour le compte des laboratoires, éventuellement accordés sont enregistrées en charges financières en « intérêts et charges assimilées ».

La société gère les stocks pour le compte des laboratoires. Les écarts de stock excédant le taux autorisé contractuellement avec les laboratoires et restant à la charge de la société sont provisionnés en charges à payer. Cette provision est enregistrée sur la ligne « autres dettes » du bilan et sur la ligne « autres charges d'exploitation » du compte de résultat.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont couverts par un fonds d'assurance et par la provision pour charge Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite du versement d'une indemnité telle que définie dans la convention collective.

Les calculs de provision sont effectués salarié par salarié en application de la méthode actuarielle dite prospective. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses économiques :

- taux d'actualisation : 3.40 %
- taux de rendement attendu (long terme) des actifs 3,00 %
- taux de croissance des salaires : 2.20%
- taux d'inflation à long terme : 1.95%

Hypothèses démographiques :

- table de mortalité INSSE TH/TF 2017-2019
- taux de turnover calculé par tranche d'âge et basé sur l'historique
- âge de départ à la retraite : départ volontaire à 64 ans pour les non-cadres et 66 ans pour les cadres (âge de départ retardé d'un an suite à la réforme des retraites adoptée le 14 avril 2023)

-

Faits marquants

Néant

Changement de méthodes comptables

Néant

Notes sur le bilan

Bilan :

Le capital est entièrement libéré.

La société ne détient pas d'actions propres.

Les produits constatés d'avance sont à moins d'un an et s'établissent à 99 K€

Les charges constatées d'avances sont à moins d'un an, s'établissent à 3 103 K€ et sont majoritairement constituées de loyers et packaging.

Actif immobilisé :

Les immobilisations incorporelles sont constituées de la marque, de la clientèle et des logiciels. Les immobilisations corporelles sont constituées des constructions et installations du site d'Amiens, des aménagements opérés sur le site de Meung sur Loire, d'outillages, de matériel informatique et de mobilier.

Les immobilisations en cours sont principalement composées d'installations et aménagements divers ainsi que le matériel informatique.

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements.

Etat des créances :

Les créances sont principalement à moins d'un an à l'exception des immobilisations financières, qui comprennent les dépôts et cautionnement.

Les créances clients et comptes rattachés s'élèvent à 36 669 K€ dont 1990 K€ de factures clients groupe.

Les débiteurs divers pour 402 062K€ sont principalement constitués des créances résultant de la facturation réalisée par Alloga pour le compte des laboratoires clients.

Capital social :

La société est depuis le 1^{er} juin 2021 filiale indirecte de la société Cencora Incorporated (anciennement AmerisourceBergen Corporation), société de droit américain.

Les comptes sont consolidés par Cencora Incorporated, 1 West First Avenue, Conshohocken PA 19428, USA.

Provisions :

Au 30/09/2024, une provision de 50 K€ est conservée pour couvrir les coûts de départ devant intervenir dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi, destiné à accompagner la fermeture du site de Blois. Le solde des provisions pour risques, qui s'établit à 348 K€ concerne des litiges en cours.

Etat des dettes :

Les fournisseurs et comptes rattachés qui totalisent 24 544 K€ incluent 3 656 K€ de dettes fournisseurs vis-à-vis du groupe ainsi que des factures non parvenues pour 16 495 K€, dont 405 K€ relatives au groupe.

Les éléments relatifs à la TVA sont constitués de la TVA collectée.

Notes sur le compte de résultat

Les produits et charges d'exploitation ne comprennent pas de produits ou charges relatifs à des exercices antérieurs.

Les charges de loyers ne comprennent pas de redevance de crédit-bail mobilier ou immobilier.

Le résultat financier positif de 996 K€ est principalement constitué des revenus des fonds placés au sein du cash-pool groupe.

Eléments concernant les entreprises liées

Les créances clients et comptes rattachés totalisent 1985 K€

Les autres créances d'un montant de 30 723 K€ sont constituées dans avances consenties à Alliance Healthcare France dans le cadre des accords de cash pooling.

Les dettes vis-à-vis de sociétés du groupe totalisent 5 482 K€ et sont constituées de dettes fournisseurs pour 3 656 K€ de dette d'impôts envers AHGF société mère du groupe d'intégration fiscale pour 1 826 K€.

Evénements post-clôture

Absence d'événement intervenu après le 30 septembre, qui serait susceptible de remettre en cause les hypothèses retenues pour procéder à l'établissement des états financiers, ou d'avoir une incidence matérielle sur leur présentation.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 379 505		221 067
Terrains	2 877 748		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	9 780 290		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 901 862		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	12 447 146		1 035 933
Installations générales, agenc., aménag.	5 270 294		1 477 818
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 527 154		973 163
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	3 342 451		477 344
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	44 146 945		3 964 258
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 416 709		74 887
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 416 709		74 887
TOTAL GENERAL	49 943 160		4 260 212

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 600 573	
Terrains			2 877 748	
Constructions sur sol propre			9 780 290	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			5 901 862	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1	13 483 079	
Installations générales, agencements divers			6 748 112	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			5 500 317	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		20 197	3 799 598	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		20 197	48 091 006	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 491 597	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 491 597	
TOTAL GENERAL		20 197	54 183 175	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 287 532	127 623		4 415 155
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 287 532	127 623		4 415 155
Terrains	1 012 312	41 366		1 053 678
Constructions sur sol propre	6 234 745	347 613		6 582 358
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 825 388	231 433		5 056 821
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 146 925	1 097 890	-1	7 244 816
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 180 697	704 323		2 885 019
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 649 958	606 612		3 256 570
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 050 024	3 029 237		26 079 261
TOTAL GENERAL	27 337 556	3 156 860		30 494 416

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	7 406 197	114 017		7 520 214
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 104 415	170 000	876 140	398 276
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 510 612	284 017	876 140	7 918 490
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	843			843
Dépréciations comptes clients	235 857	333 007	392 420	176 444
Autres dépréciations	308 469	146 608	20 132	434 944
DEPRECIATIONS	545 169	479 615	412 553	612 231
TOTAL GENERAL	9 055 781	763 632	1 288 692	8 530 720
Dotations et reprises d'exploitation		763 632	1 288 692	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			1 491 597
Autres immobilisations financières	1 491 597		
Clients douteux ou litigieux	412 300	412 300	
Autres créances clients	36 256 750	36 256 750	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 297	10 297	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	44 933	44 933	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 960 376	7 960 376	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	163 711	163 711	
Groupe et associés	28 897 506	28 897 506	
Débiteurs divers	402 061 333	402 061 333	
Charges constatées d'avance	3 102 891	3 102 891	
TOTAL GENERAL	480 401 694	478 910 098	1 491 597
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	24 543 939	24 543 939		
Personnel et comptes rattachés	5 632 768	5 632 768		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 266 398	3 266 398		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 823 217	10 823 217		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 025 169	1 025 169		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	466 052 538	466 052 538		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	99 088	99 088		
TOTAL GENERAL	511 443 119	511 443 119		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
4081000	FOURNISSEURS FACT NON PARVEN	15 092 712	12 588 938	2 503 773
4081600	ACHAT MM FACTURES NON PARVENUES	997 891	1 116 259	-118 368
4085000	FOURN FACT NON PARVEN STE Liées	404 892	1 205 939	-801 048
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		16 495 494	14 911 137	1 584 358
AUTRES DETTES				
4198020	CLIENTS AVOIR A ETABLIR Iet	1 128 808	561 851	566 957
4686000	CHARGES A PAYER	1 464 000	1 558 914	-94 914
TOTAL AUTRES DETTES		2 592 808	2 120 765	472 043
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4281000	PROV.SALAIRES A PAYER	25 247	4 498	20 748
4282000	PROVISIONS DETTE CONGES PAYES CET	1 852 028	1 683 525	168 504
4282100	PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	177 867	150 530	27 337
4284001	PROVISION DETTE PART SALAIRES	1 473 601	481 260	992 341
4284002	PROVISION DETTE INTERESSEMENT SALAR	309 427	368 097	-58 670
4286000	AUTRES CHARGES A PAYER	1 715 349	1 409 321	306 028
4381000	CHARGES A PAYER	267 735	198 452	69 283
4381001	PROVISIONS Charges Participation Sal	291 589	96 252	195 337
4381002	PROVISION Charges interressement sal	60 741	73 619	-12 878
4382000	CHARGES A PAYER SI/CONGES PAYES	867 114	886 143	-19 030
4382100	PROV CHG/ PROV. CET	78 795	75 265	3 530
4386000	PROV CHG/ PROV. PRIMES DIVERSES	11 184	2 249	8 935
4386200	PROV CHG/PROV. 13EME MOIS	399 883	398 792	1 092
4486120	TAXE APPRENTISSAGE	46 382	41 707	4 675
4486130	EFFORT CONSTRUCTION	166 650	65 625	101 025
4486140	PROV CVAE/CFE	373 163	443 722	-70 559
4486150	PROV TAXE FONCIERE	212 409	423 521	-211 112
4486160	PROV TVS	10 980	12 101	-1 121
4486170	PROV TAXE HANDICAPEE	13 928	13 928	
4486180	PROV C3S	135 515	119 527	15 988
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		8 489 588	6 948 135	1 541 453
TOTAL CHARGES A PAYER		27 577 890	23 980 036	3 597 854

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	CLIENTS FACT A ETAB	20 557,00		20 557,00
4181010	FACT A ETABLIR SITUATION-BILAN	14 136 524,81	11 949 624,15	2 186 900,66
4185000	CLIENTS FACT A ETABLIR Ste Liés	430 160,92	268 334,76	161 826,16
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		14 587 242,73	12 217 958,91	2 369 283,82
AUTRES CREANCES				
4098000	FOURNISSEURS Avoir à Obtenir	602 275,79	2 289 816,00	-1 687 540,21
TOTAL AUTRES CREANCES		602 275,79	2 289 816,00	-1 687 540,21
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		15 189 518,52	14 507 774,91	681 743,61

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	30/09/2024	30/09/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 882 633	2 127 468	(244 835)
4865000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE Packag	1 220 258	970 561	249 697
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 102 891	3 098 030	4 862
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(99 088)	(99 088)	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		(99 088)	(99 088)	

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		1 990 445
Autres créances		30 723 008
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-3 656 469
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		-1 825 502
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers		994 969
Charges financières		

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	13 862 693	3 122 795	10 739 898
Résultat exceptionnel à court terme	-5 486		-5 486
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés		1 457 944	-1 457 944
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	13 857 207	4 580 739	9 276 468

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
La société ALLOGA FRANCE est consolidée dans les comptes de la société :	INC.	5 847 526	100,00 %
CENCORA Incorporated 1 West First Avenue, Conshohocken PA 19428, USA Société de droit américain			

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		34 285 689
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		34 285 689
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		9 276 468
	SOLDE	9 276 468
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		43 562 157

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	19 434 800
Résultat de l'exercice	9 276 468
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	28 711 268

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	28 711 268
TOTAL	28 711 268

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	5 000 000			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Cautions données
30/09/2024

Beneficiaire	Guarant	Montant EUR	Date octroi
Alloga			
Comptable public des douanes	LCL	7 200,00	27/09/2019